

*Questions orales*

**L'hon. Chas. L. Caccia (ministre de l'Environnement):** Madame le Président, de toute évidence ce gouvernement, de même que celui des États-Unis, doivent prendre la question de la dioxine au sérieux. C'est pourquoi je me suis entretenu, à trois reprises, avec mon homologue américain à ce sujet. Nous avons convenu de travailler plus étroitement à l'étude de cette question sur les lieux et de chercher davantage à déterminer le degré de déversement des substances toxiques dans la rivière Niagara.

Madame Howe a bien raison de soulever ce grave problème qui force les résidents de Niagara-on-the-Lake à s'approvisionner en eau potable à St. Catharines.

\* \* \*

[Français]

**LES RELATIONS OUVRIÈRES**LE CONGÉDIEMENT INJUSTIFIÉ DE M<sup>LLE</sup> LINDA BUREAU

**M. Pierre Deniger (La Prairie):** Madame le Président, ma question s'adresse au solliciteur général. J'ai d'ailleurs donné avis de ma question à son bureau ce matin. Le ministre pourrait-il dire s'il a l'intention d'ouvrir une enquête sur l'Institut Leclerc, un centre de détention à sécurité moyenne, concernant le personnel enseignant et plus particulièrement le cas de M<sup>lle</sup> Linda Bureau, enseignante qui a été congédiée pour des raisons qui m'apparaissent tout à fait injustifiées et nettement discriminatoires?

**L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général):** Madame le Président, je regrette de n'avoir pas eu l'occasion, jusqu'à présent, d'examiner les données de l'honorable député, et j'aimerais lui demander encore un peu de temps pour voir s'il y a des raisons de tenir une enquête. Je le remercie pour son intérêt à l'égard des gardiens et des fonctionnaires du Service correctionnel.

\* \* \*

[Traduction]

**L'INDUSTRIE AUTOMOBILE**LE PROJET D'ACCORD NIPPO-CANADIEN SUR L'AUTOMOBILE—  
LES INVESTISSEMENTS JAPONAIS AU CANADA

**M. Derek Blackburn (Brant):** Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que le discours du trône mentionne en passant un projet d'accord nippo-canadien sur l'automobile, peut-il nous dire en gros aujourd'hui si cet accord sera similaire à l'accord canado-américain sur l'automobile, c'est-à-dire que le Japon serait obligé de créer chez nous des investissements en outillage, machines et emplois à hauteur approximative des ventes qu'il réalise chez nous?

**L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, comme rien n'est encore fait il m'est très difficile de prévoir ce que nous pourrions négocier

avec les Japonais. Comme le disait le député, les trois principaux points sur lesquels nous aimerions négocier sont: primo, accroissement des investissements japonais au Canada, au niveau du montage et des composants; secondo, accroissement des commandes de composants passées aux fabricants canadiens; tertio, nous espérons avoir des associations en participation entre industriels canadiens et japonais. Voilà essentiellement de quoi il est question. Nous aimerions que cela figure dans un accord passé avec le gouvernement japonais, avec l'industrie automobile japonaise ou avec les deux. Mais comme nous n'avons pas entamé les négociations de détail, il me serait très difficile de donner les précisions que le député a demandées.

\* \* \*

**L'INDUSTRIE**LA RÉIMPLANTATION D'USINES DANS DES PAYS DU TIERS  
MONDE

**M. Derek Blackburn (Brant):** Madame le Président, j'ai une question supplémentaire concernant non seulement la construction automobile, mais l'ensemble du secteur secondaire canadien. Le ministre sait que notre industrie, qu'il s'agisse de filiales de sociétés étrangères ou d'entreprises canadiennes, commence à quitter le Canada et les États-Unis pour s'implanter par exemple à Taiwan, en Corée du Sud et au Mexique. Est-ce que les services du ministre ont fait une étude quant au nombre d'usines qui vont se réimplanter dans des pays de ce qu'on appelle le tiers monde, où les salaires sont extrêmement bas, et quant au nombre de celles qui projettent de le faire dans un avenir immédiat? Beaucoup d'industriels m'ont dit ces derniers jours et ces dernières semaines que le pays risque de devenir un désert industriel si l'on ne prend pas des mesures de protection pour arrêter l'exode du capital et de l'emploi.

**L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, le député doit certainement savoir que 30 p. 100 en gros du produit national brut sont fournis par nos exportations. Dans les autres pays les gens ont les mêmes buts, les mêmes aspirations et les mêmes désirs que les Canadiens: ils cherchent à créer des emplois chez eux. Il est bien évident que le Canada en particulier ne peut pas se lancer dans le protectionnisme ouvert, car cela ne pourrait que lui nuire à la longue.

Quant au nombre des sociétés qui partent, nous ne voyons pas qu'il y ait plus de sociétés qui envoient leurs succursales dans certains de ces pays qu'auparavant. En fait, il se trouve qu'il y a 25 p. 100 de plus de demandes en provenance de pays étrangers qui désirent investir chez nous pour y créer des emplois et des investissements qu'il y a un an. Bien au contraire, madame le Président, je pense que les signes dont parle le député sont plutôt favorables que défavorables.